



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



6 Avenue du Coq
75009 PARIS



+33 (0)1 40 16 92 93



genuyt@actheos.com



www.actheos.com

OGEC PASSY SAINT HONORE

117 avenue Victor Hugo
75116 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc

Le présent rapport comporte 28 pages.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022

A l'Assemblée Générale de l'association OGEC PASSY SAINT HONORE,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC PASSY SAINT HONORE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment le respect des règles applicables aux associations indiquées dans la note « méthode générale » de l'annexe, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

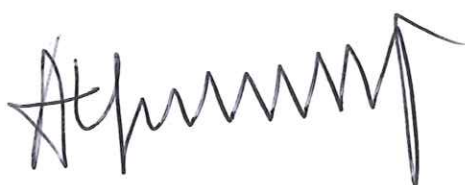
6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de notre responsabilité de commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 8 décembre 2022



S.A.S. GENUYT & Associés
Représentée par
Antoine GENUYT
Commissaire aux comptes

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Etats financiers au 31/08/2022

Bilan

Bilan Actif

		31/08/2022			31/08/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	21 509	7 401	14 108	12 091
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	8 273 435	4 726 498	3 546 937	3 898 781
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 632 487	1 478 923	153 564	208 664
	Autres immobilisations corporelles	975 086	676 265	298 820	339 828
	Immobilisations corporelles en cours	74 539		74 539	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	9 208		9 208	6 151
	Autres immobilisations financières	14 998		14 998	15 073
TOTAL (I)		11 001 262	6 889 087	4 112 175	4 480 587
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	31 848		31 848	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	105 949	24 981	80 968	162 789
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	792 565		792 565	544 799
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 863 382		1 863 382	1 436 610
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	62 053		62 053	73 140
	TOTAL (II)	2 855 798	24 981	2 830 817	2 217 338
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		13 857 060	6 914 069	6 942 992	6 697 925
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				14 998	21 224
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/08/2022	31/08/2021
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	8 158	8 158
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	350 000	350 000
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	2 602 937	2 363 062
	Excédent ou déficit de l'exercice	315 100	239 875
	Total des fonds propres (situation nette)	3 276 195	2 961 095
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	764 627	670 688
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	764 627	670 688
	Total des fonds propres	4 040 823	3 631 783
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	65 000	
	Provisions pour charges	866 161	886 345
	Total des provisions	931 161	886 345
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 308 973	1 431 620
	Emprunts et dettes financières divers	28 226	36 362
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	139 162	121 110
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	315 655	428 162
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	128 926	116 388
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	13 197	5 192
	Produits constatés d'avance	36 868	40 962
	Total des dettes	1 971 008	2 179 797
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	6 942 992	6 697 925
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	315 100,37	239 874,91
	(1) Dont à moins d'un an	633 387	2 058 687
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Etats financiers au 31/08/2022

Compte de résultat

Compte de Résultat 1/2

		31/08/2022	31/08/2021
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		9
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	24 088	31 970
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 192 921	2 185 072
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 766 966	1 714 972
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	665	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	4 940	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	49 474	136 085
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	27 037	53 227
Total des produits d'exploitation		4 066 092	4 121 335
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	41 111	37 456
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 551 409	1 628 273
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	45 824	71 109
	Salaires et traitements	1 049 357	1 005 980
	Charges sociales	452 323	418 685
	Dotation aux amortissements et dépréciations	651 022	753 548
	Dotation aux provisions	92 673	364 754
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	56 476	47 803
Total des charges d'exploitation		3 940 193	4 327 609
RESULTAT D'EXPLOITATION		125 899	(206 274)

Compte de Résultat 2/2

		31/08/2022	31/08/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		125 899	(206 274)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 007	881
	Total des produits financiers	1 007	881
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	19 160	20 369
	Total des charges financières	19 160	20 369
RESULTAT FINANCIER		(18 153)	(19 489)
RESULTAT COURANT avant impôts		107 746	(225 763)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 249 199 729	172 428 293 209
	Total des produits exceptionnels	207 978	465 637
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	152	
	Total des charges exceptionnelles	152	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		207 826	465 637
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		471	
TOTAL DES PRODUITS		4 275 077	4 587 853
TOTAL DES CHARGES		3 959 977	4 347 978
EXCEDENT ou DEFICIT		315 100	239 875
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/08/2022

ANNEXE

Informations générales et faits significatifs

Objet social et périmètre d'activité :

L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assurer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissements ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'association peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale, se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'association peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'association peut acquérir, aliéner tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Moyens mis en oeuvre :

Les ressources de l'association se composent :

- des contributions et participations des familles,
- des contributions, participations et subventions versées par l'Etat et les collectivités territoriales,
- des intérêts et revenus du patrimoine de l'association,
- du produit de sa gestion propre et plus généralement de toutes ressources non interdites par la loi et les règlements en vigueur,

- d'une cotisation qui peut être demandée et fixée par le conseil d'administration.

La gestion de ces ressources est effectuée par le conseil d'administration conformément aux buts poursuivis par l'association et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Compte rendu est fait à l'assemblée générale ordinaire.

Il est tenu une comptabilité conforme à la législation en vigueur et au plan comptable adapté à l'Enseignement privé avec présentation d'un compte de résultat et d'un bilan dont copie est adressée, dans le mois qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice, à l'Udogec, ou en l'absence de celle-ci, à l'Urogec.

La durée de l'exercice social est de 12 mois. L'exercice commence le 1er septembre pour être clôturé le 31 août.

Faits significatifs :

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 942 992** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 275 077** euros et un total **charges** de **3 959 977** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **315 100** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2021** et finit le **31/08/2022**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et suivant la nomenclature de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fédération Nationale des OGEC (FNOGEC), la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation du bien (cf tableau ci-dessous).

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Immobilisation	Durée d'amortissement
Structure (gros oeuvre)	25 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages,...)	10 à 15 ans
Equipements de restauration	8 à 12 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Mobilier scolaire	5 à 10 ans
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans
Matériel et équipement pédagogique	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique, matériel de reprographie	2 à 5 ans
Logiciels	2 à 3 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Provisions pour indemnité de départ à la retraite

La provision pour indemnité de départ à la retraite du personnel de l'association est calculée pour tous les salariés en fonction des éléments suivants :

- départ volontaire du salarié
- âge à la clôture de l'exercice concerné
- ancienneté à la clôture de l'exercice
- convention collective
- rémunération mensuelle à la date de clôture

Suite à la nouvelle convention collective EPNL applicable au 1er septembre 2015, les modalités de départ en retraite ont été mises à jour et la provision est calculée selon les modalités suivantes :

- 0,5 mois de salaire avant 5 ans d'ancienneté,
- 1 mois de salaire entre 5 et 10 ans d'ancienneté,
- 1,5 mois de salaire entre 10 et 15 ans d'ancienneté,
- 2 mois de salaire entre 15 et 20 ans d'ancienneté,
- 2,5 mois de salaire entre 20 et 25 ans d'ancienneté,
- 3 mois de salaire au-delà de 25 ans d'ancienneté.

Les salariés qui relèvent d'une autre convention collective ou d'un statut particulier, sont également inclus dans le calcul de la provision, dans le respect des textes réglementaires qui leur sont applicables.

Au 31/08/2022, la provision pour indemnité de départ volontaire à la retraite s'élève à 70422€(charges incluses pour un taux moyen de 51,87%).

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/08/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2022
Fonds propres sans droit de reprise	8 158				8 158
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	350 000				350 000
Autres réserves					
Report à nouveau	2 363 062	239 875			2 602 937
Excédent ou déficit de l'exercice	239 875	(239 875)	315 100		315 100
Situation nette	2 961 095		315 100		3 276 195
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	670 688		221 514	127 574	764 627
Provisions réglementées					
TOTAL	3 631 783		536 614	127 574	4 040 823

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	13 589		7 920			21 509
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 589		7 920			21 509
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	3 838 854					3 838 854
	instal. agencet aménagement	4 388 317		46 264			4 434 581
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 556 386		52 965	(23 136)		1 632 487
	Instal., agencement, aménagement divers	739 951		44 005			783 957
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	173 306		40 959	23 136		191 129
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			74 539			74 539
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 696 814		258 733			10 955 547
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	21 224		2 982			24 206
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	21 224		2 982			24 206
TOTAL		10 731 627		269 635			11 001 262

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 498	5 903		7 401
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 498	5 903		7 401
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	1 120 985	115 526		1 236 511
	instal. agencement aménagement	3 207 405	282 582		3 489 987
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 347 722	131 201		1 478 923
	Autres instal., agencement, aménagement divers	496 035	74 142		570 176
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	77 395	28 694		106 089
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 249 542	632 145		6 881 687	
TOTAL		6 251 040	638 048		6 889 087

Créances et Dettes

		31/08/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	9 208		9 208
	Autres immobilisations financières	14 998	14 998	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	24 981	24 981	
	Autres créances clients, usagers	80 968	80 968	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 800	1 800	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	42 522	42 522	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	748 243	748 243	
	Charges constatées d'avance	62 053	62 053	
	TOTAL DES CREANCES	984 773	975 565	9 208
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		1 814		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 308 973	124 133	511 748	673 092
	Emprunts et dettes financières divers	28 226	14 608	13 618	
	Fournisseurs et comptes rattachés	315 655	315 655		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	42 222	42 222		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	80 447	80 447		
	Impôts sur les bénéfices	471	471		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 786	5 786		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	13 197	13 197		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	36 868	36 868		
	TOTAL DES DETTES	1 831 845	633 387	525 366	673 092
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		133 089			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/08/2021	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/08/2022
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	3 334 740	221 514	365 921	3 190 332
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	3 334 740	221 514	365 921	3 190 332
Quotes-parts virées au compte de résultat	2 664 051	(238 347)		2 425 705

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	47 776	27 673	5 026	70 422
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	838 569		42 830	795 739
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		65 000		65 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	886 345	92 673	47 856	931 161
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	12 515	12 974	508	24 981
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	12 515	12 974	508	24 981
	TOTAL GENERAL	898 860	105 647	48 364	956 142
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			105 647	48 364	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Evolution de la population scolaire de l'établissement

	Année 2019/2020	Var.	Année 2020/2021	Var.	Année 2021/2022
Lycée Technique	262	11	273	-5	268
Lycée Général	290	4	294	30	324
BTS	271	18	289	-5	284
Sous-Total Lycée	823	33	856	20	876
BTS Contrats Pro. et Appr.	58	10	68	-6	62
Licences	98	12	110	-31	79
Masters	17	-8	9	-3	6
Incubés	10	0	10	0	10
Sous-Total Ens. Sup.	183	14	197	-40	157
TOTAL GENERAL	1 006	47	1 053	-20	1 033

Evolution des tarifs de l'établissement

31/08/2022

	Année 2019/2020	Var.	Année 2020/2021	Var.	Année 2021/2022
Lycée					
Quotient 1	2 065 €	2,0%	2 106 €	1,0%	2 127 €
Quotient 2	1 415 €	2,0%	1 443 €	5,0%	1 515 €
Quotient 3	1 158 €	5,0%	1 216 €	1,0%	1 228 €
BTS (SAM-CG-GPME-BA)					
Quotient 1	2 202 €	2,0%	2 246 €	0,0%	2 246 €
Quotient 2	1 545 €	2,0%	1 576 €	5,0%	1 655 €
BTS (COM et DIET)					
Quotient 1	2 503 €	2,0%	2 553 €	1,0%	2 579 €
Quotient 2	1 825 €	2,0%	1 862 €	5,0%	1 955 €
Quotient 3	1 339 €	29,4%	1 732 €	12,9%	1 955 €
Contrats Pros et Apprent.					
Bachelor com. 360			6 400 €	4,7%	6 700 €
Bachelor RH			6 800 €	-1,5%	6 700 €
ESAIP et Chef de projet	4 900 €	36,7%	6 700 €	0,0%	6 700 €

Détermination de la capacité d'autofinancement

	31/08/2022	31/08/2021	
Nombre de mois de la période	12	12	
Excédent (ou insuffisance) Brut d'Exploitation (E.B.E.)	843 952	770 510	
+ Transferts de charges (d'exploitation)	1 110	(482)	
+ Autres produits (d'exploitation)	27 702	53 236	
- Autres charges (d'exploitation)	56 476	47 803	
+ Autres produits divers	4 940		
+ Produits financiers	1 007	881	
- Charges financières	19 160	20 369	
+ Produits exceptionnels	8 249	172 428	
- Charges exceptionnelles	152		
- Participation des salariés aux fruits de l'expansion			
- Impôts sur les bénéfices	471		
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE	810 701	928 401	

Tableau de Fonds de Roulement

		31/08/2022			31/08/2021
		Début d'exercice	Fin d'exercice	Variation	Variation
ACTIF CIRCULANT	Stocks				
	Familles	162 789	80 968	(81 821)	162 789
	Autres créances	617 938	886 466	268 528	617 938
	Disponibilités	1 436 610	1 863 382	426 772	1 436 610
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 217 338	2 830 817	613 479	2 217 338
DETTES A COURT TERME	Fournisseurs	428 162	315 655	112 507	(428 162)
	Fournisseurs d'immobilisations				
	Autres dettes	283 652	318 153	(34 501)	(283 652)
	Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque				
	TOTAL DETTES	711 814	633 809	78 006	(711 814)
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		1 505 524	2 197 008	691 485	1 505 524

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/08/2022
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS Taxe d'apprentissage 2022 à affecter		36 868	36 868
TOTAL			36 868

--

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/08/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			62 053
Budget pédagogique		7 766	
Entretien Réparations Maintenance		7 346	
Assurance		21 389	
Loyer et locations diverses		15 885	
Cotisations		3 095	
Frais postaux et télécommunications		2 167	
Honoraires		900	
Licences		2 577	
Impôts et taxes		928	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			62 053